

Rapport | Centre de politique culturelle : vers de nouveaux soutiens pour le journalisme et l'information locale au Canada

Le 4 avril 2025, le Centre de politique culturelle de l'École universitaire d'art et de design de l'Ontario (ÉUADO) a organisé un atelier d'une journée sur l'avenir des politiques de soutien à l'information et au journalisme local au Canada. Cette séance s'inscrivait dans le cadre de l'édition 2025 de DemocracyXChange, le sommet canadien sur la démocratie, et d'un partenariat avec le Collectif canadien de journalisme et la Fondation Rideau Hall.

Dans un contexte marqué par le déclin continu des nouvelles locales (*Local News Is Dying. The Consequences Are Worse Than You Think*, April Lindgren, 2025) et par les changements gouvernementaux susceptibles d'influer sur les politiques et les programmes d'appui au journalisme, plus de 40 leaders en information indépendante, chercheurs et chercheuses, bailleurs de fonds, mécènes, journalistes et personnes influentes en politique (voir l'[Annexe A](#) pour la liste des participants) se sont rassemblés. Ils et elles ont discuté de la situation actuelle et des solutions politiques possibles. Faisant suite à l'atelier de l'année dernière, ils et elles ont exploré des modèles alternatifs de financement, des réformes politiques ainsi que des pistes d'action. Le but : que le journalisme local puisse non seulement survivre, mais prospérer pour favoriser une démocratie saine.

Kelly Wilhelm, cheffe du Centre de politique culturelle de l'ÉUADO, a animé la réflexion, qui s'est déroulée en trois parties :

- I. Une mise en contexte de la situation, avec des présentations et des échanges autour des recherches récentes sur l'état du journalisme local :
 - A. Les conclusions du rapport « Remettre le local au cœur des médias locaux »
 - B. La discussion avec le Collectif canadien de journalisme sur la répartition des fonds issus de la Loi sur les nouvelles en ligne
 - C. Les premiers résultats d'une étude menée par l'Université Concordia sur le rôle potentiel des fondations communautaires dans l'appui des actualités locales au Canada
 - D. La collecte de données du *News Startup Fund* sur la réduction des obstacles à l'entrepreneuriat dans le domaine des nouvelles locales
- II. Un travail collaboratif pour adresser des enjeux politiques actuels et formuler des propositions dans quatre sphères ciblées :

- A. Examiner l'efficacité et les réformes possibles de l'Initiative de journalisme local (IJL)
- B. Fortifier le rôle des fondations communautaires dans le soutien à l'information locale
- C. Coordonner et investir dans la collecte, la recherche et l'analyse de données
- D. Renforcer l'usage des crédits d'impôt et d'autres outils fiscaux

- III. Une présentation récapitulative effectuée par chaque groupe afin d'identifier les actions prioritaires

Ce rapport présente un aperçu des principales leçons tirées de cette discussion, ainsi que des recommandations et des pistes d'action proposées.

I. Développements récents, recherches et initiatives en matière de financement des nouvelles locales

Les initiatives présentées dans cette section s'appuient sur des publications antérieures, comme «Le miroir éclaté : Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique» (2017) du Forum des politiques publiques. On peut aussi citer «Financer le journalisme : Guide pratique pour le soutien philanthropique aux médias canadiens» (2024) de la Fondation Inspirit. Le Local News Research Project, dirigé par April Lindgren, demeure une ressource essentielle pour comprendre l'évolution des actualités locales au Canada. Une liste de lectures connexes se retrouve à l'annexe B.

A. «Remettre le local au cœur des médias locaux» : l'importance des nouvelles locales et le rôle de la philanthropie

Jill Clark, Allison MacLachlan et Allison Uncles ont partagé les conclusions du rapport «Remettre le local au cœur des médias locaux». Le Forum des politiques publiques et ses partenaires, soit la Fondation Rideau Hall et la Fondation des Prix Michener, ont publié celui-ci en février 2025.

Le document met en évidence une diminution progressive du nombre de sources d'information régionales. On dénombre actuellement 252 sources en moins par rapport à 2008, et 24 d'entre elles ont cessé leurs activités au cours des deux dernières années.

Les nouvelles locales demeurent importantes pour les Canadiennes et les Canadiens. Un sondage Ipsos effectué en 2024 pour ce rapport dans des collectivités de taille modeste a révélé que :

- 87 % des Canadiennes et Canadiens estiment que les nouvelles régionales sont essentielles au bon fonctionnement d'une démocratie.
- Les communautés font davantage confiance aux journaux locaux et aux stations de radio régionales qu'aux médias nationaux.
- Le déclin des nouvelles locales contribue à une méconnaissance du gouvernement local, des services publics, des écoles, des hôpitaux, etc.
- La fermeture des médias locaux entraîne un fossé au sein de la communauté, un manque de couverture des affaires civiques et une diminution de l'engagement démocratique.

En mars 2025, les Prix Michener, la Fondation Rideau Hall et le Forum des politiques publiques ont lancé le fonds Couvrir le Canada : Élections 2025. Ce programme de financement non partisan visait à soutenir les journalistes des médias indépendants de taille modeste dans leur couverture de l'élection fédérale. Le programme attribuait des fonds aux organismes médiatiques afin d'assurer une couverture de haute qualité de la campagne électorale partout au pays.

Le fonds était ouvert aux organisations journalistiques canadiennes qualifiées (OJCQ) qui comptent moins de 20 rédacteurs et rédactrices. On a aussi invité les petits médias qui n'avaient pas le statut d'OJCQ à présenter une demande. Le fonds voulait ainsi s'assurer que les financements appuient des reportages d'un océan à l'autre, avec une large représentation géographique et une couverture adéquate des petites communautés.

Un total de 525 000 \$ a été distribué sous forme de subventions allant de 2 000 \$ à 35 000 \$. Bien que l'évaluation approfondie de cette initiative prenne du temps, le fonds a trouvé son public, car il a répondu à un besoin immédiat et a su s'adapter aux réalités des candidats.

B. Collectif canadien de journalisme (CCJ) : Répartition des fonds issus de la Loi sur les nouvelles en ligne (loi C-18)

Le Collectif canadien de journalisme (CCJ) a vu le jour en 2024 suite à l'atelier du Centre de politique culturelle au sommet DemocracyXChange, et en réponse à l'appel de propositions émis par Google. Le collectif a été sélectionné pour administrer les 500 millions de dollars que Google s'est engagé à verser sur cinq ans à la suite de l'adoption du projet de loi C-18.

Le CCJ vise à représenter l'ensemble du secteur de l'information en distribuant équitablement les fonds alloués par la Loi sur les nouvelles en ligne. En 2025, il distribuera 100 millions de dollars, avec 7 % pour Radio-Canada, 30 % pour les autres radiodiffuseurs et 63 % pour l'édition.

Par la distribution de ce fonds, le CCJ vise à garantir que la loi soit « mise en œuvre de manière à soutenir la pleine diversité des médias canadiens, y compris les organisations traditionnelles de presse écrite et de radiodiffusion, les nouveaux médias novateurs et émergents, ainsi que les médias d'information locaux indépendants » (site web du CCJ).

Au 4 avril 2025, le CCJ avait reçu 600 demandes d'organismes de presse et envoyé 228 lettres approuvant un financement de 26 millions de dollars sur les 100 millions de dollars alloués. Le 30 avril, le CCJ a publié une première liste des organismes ayant reçu leurs paiements, avec la promesse de mettre à jour la liste des bénéficiaires et des montants versés toutes les deux semaines.

Les médias admissibles comprennent les OJQC, les « stations de radio communautaires, sur un campus ou autochtones titulaires d'une licence », les autres presses communautaires ou autochtones et les organismes de presse basés au Canada qui emploient des journalistes canadiens. Les organismes à but lucratif et non lucratif peuvent soumettre une demande, mais ils doivent produire du contenu original et respecter un code de déontologie.

Le CCJ continuera d'accueillir les commentaires afin d'évaluer son fonctionnement et de mettre en place une procédure d'appel pour les organismes actuellement jugés inadmissibles.

C. Le rôle potentiel des fondations communautaires dans le soutien des actualités locales au Canada

L'Université Concordia, en collaboration avec le Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie (PhiLab) et le Centre de politique culturelle de l'ÉUADO, a mené une nouvelle étude sur le rôle des fondations communautaires dans le soutien du journalisme local et son potentiel de croissance. Elle s'est intéressée à leurs enjeux communs et à leurs modèles de financement alternatifs.

La chercheuse Jessica Botelho-Urbanski a présenté les constats de recherches antérieures démontrant que les nouvelles locales peuvent contribuer significativement aux priorités des fondations communautaires, y compris l'amélioration de la santé publique, de l'engagement communautaire et du sentiment d'appartenance, ainsi que la sensibilisation aux enjeux environnementaux et sociaux. Les résultats préliminaires de cette nouvelle étude montrent que de nombreuses fondations communautaires peuvent cheminer vers leurs propres objectifs en appuyant les médias qui participent directement et indirectement au bien-être des communautés desservies.

Les fondations communautaires ont déjà trouvé des moyens novateurs d'épauler les médias locaux au Canada, comme le témoignent les cinq études de cas présentées dans cette recherche :

- The Winnipeg Foundation a contribué à sensibiliser le public aux enjeux environnementaux dans les Prairies en soutenant une journaliste de terrain partagée entre le Winnipeg Free Press (nouvelles locales) et The Narwhal (un média numérique national qui couvre l'actualité environnementale).
- La Toronto Foundation, reconnaissant la corrélation entre le journalisme local et des communautés saines, a accordé une subvention inconditionnelle de 10 ans à The Local en 2023.
- Grâce à l'aide de la Vancouver Foundation, le Fonds Ross Howard utilise les intérêts accumulés d'un fonds géré par des donateurs et donatrices pour décerner des prix aux étudiantes et étudiants en journalisme du Collège Langara qui font preuve d'une éthique rigoureuse dans leurs démarches de recherche, de rédaction et de reportage.
- La Edmonton Community Foundation a tâché de combler les lacunes de l'écosystème médiatique albertain en soutenant divers projets, notamment Pandemic University, The Narwhal, The Breach, Where Edmonton, Melanistic Magazine et le numéro *Canada 150* du magazine Eighteen Bridges.
- Lorsque La Converse, un média montréalais à but non lucratif, tentait d'obtenir le statut d'organisation journalistique enregistrée (OJE), la Fondation du Grand Montréal l'a aidé à créer un fonds à court terme par son intermédiaire. Ainsi, les particuliers pouvaient contribuer à son financement et obtenir des reçus fiscaux en retour.

Des questions clés demeurent :

1. Comment pouvons-nous bâtir des ponts entre les fondations communautaires et les journalistes à travers le Canada ?
2. Comment pouvons-nous tirer parti des relations ou des réseaux établis pour soutenir ce travail à l'échelle nationale (p. ex., en partenariat avec les Fondations communautaires du Canada) ?
3. Quels moyens novateurs les fondations communautaires et les journalistes peuvent-ils trouver pour collaborer avec les cadres de financement existants (p. ex., avec les OJE et les donataires non reconnus) ?

Le rapport complet sera publié plus tard cette année.

D. Réduire les obstacles à l'entrepreneuriat dans le secteur de l'information locale

De 2008 à 2025, 82 % des fermetures de médias au Canada concernaient des chaînes d'entreprises. En revanche, 45 % des médias émergents étaient indépendants et 53 % des nouveaux médias étaient des médias numériques (« [Local News Map Data](#) » avril 2025). Jusqu'à présent, l'objectif principal des politiques du gouvernement fédéral en matière de journalisme local a été de prévenir de telles fermetures. Pour favoriser un environnement informationnel sain, il est nécessaire d'étudier les moyens d'encourager l'émergence de nouvelles entités médiatiques ainsi que de nouveaux modèles.

Erin Millar, cofondatrice et directrice générale d'[Indiegraf](#), a présenté les initiatives visant à soutenir les startups numériques indépendantes. Le [News Startup Fund](#) (NSF), avec le soutien de Knight Foundation, Google et la Fondation McConnell, a alloué un montant total de 4,5 millions de dollars sous forme d'aide directe – comprenant des subventions financières, des ressources technologiques et des services professionnels – à 24 startups entre 2022 et 2025, dont 5 start-ups canadiennes.

En comparant les jeunes entreprises canadiennes de presse soutenues par le NSF à leurs homologues américaines, on constate qu'elles subissent les conséquences de l'interdiction imposée par Meta en réponse au projet de loi C-18, et qu'elles ont également moins d'occasions d'obtenir du financement philanthropique, qui est nettement plus accessible aux États-Unis. Les startups, dont plusieurs fonctionnent selon un modèle d'emploi contractuel, ne sont généralement pas admissibles aux programmes et aux initiatives fédérales de soutien au journalisme car elles en remplissent rarement les exigences, telles qu'un effectif minimal de journalistes à temps plein.

Appuyée de cette discussion et de ces retours, Millar a proposé :

- Des études plus poussées sur les facteurs de succès des jeunes entreprises
- Un Accélérateur national d'innovation journalistique canadien développé et financé par un partenariat public-privé
- Un investissement dans l'innovation par le biais d'incitatifs, tels que les crédits d'impôt et les subventions, en adaptant les subventions existantes en recherche et développement scientifique
- Un accès équitable et simplifié aux aides fédérales pour les jeunes entreprises du secteur de l'information

II. Discussions de groupe sur des politiques

Pour la seconde partie de l'atelier, les participants se sont répartis en quatre groupes selon leurs intérêts :

1. Repenser l'Initiative de journalisme local (IJL)
2. Renforcer le rôle des fondations communautaires et philanthropiques
3. Coordonner et investir dans la recherche, la collecte et l'analyse de données
4. Améliorer l'usage des crédits d'impôt et d'autres outils fiscaux

On a invité chaque groupe à réfléchir aux points suivants :

- Quelle grande mesure politique votre groupe proposerait-il? Qu'est-ce qu'elle changerait ou améliorerait?
- Qui dirige? Qui appuie? Qui finance? Qui en tire profit?
- Quelles sont les prochaines étapes?

A. Repenser l'Initiative de journalisme local

L'Initiative de journalisme local (IJL), instituée par le gouvernement du Canada en 2019, vise à « soutenir la création d'un journalisme civique original qui répond aux besoins diversifiés des communautés mal desservies du Canada. » Les participants à l'atelier ont partagé leurs réflexions sur l'efficacité du programme par rapport à ses objectifs :

- 1) **L'IJL n'a pas remédié au manque de couverture médiatique des affaires publiques dans les communautés défavorisées.** Le lancement de l'initiative juste avant la crise sanitaire de la COVID-19 a fait en sorte que plusieurs bénéficiaires ont considéré les subventions comme une bouée de sauvetage. Dans les communautés défavorisées, les lacunes en matière de couverture médiatique des affaires publiques et de la politique municipale persistent.
- 2) **Le cycle annuel de demandes et de versements des fonds de l'IJL pose plusieurs inconvénients pour de nombreux demandeurs :**
 - a) Cela représente une charge administrative considérable pour les petites salles de rédaction, dont le personnel est souvent restreint.
 - b) Les bénéficiaires disposent généralement d'un an pour utiliser les fonds alloués (parfois moins selon la date de notification), ce qui peut représenter un défi.
 - c) Attirer des journalistes dans des communautés plus petites ou rurales pour un engagement d'un an demeure un défi.
 - d) Les médias doivent constamment embaucher et former de nouvelles recrues, mais ne peuvent pas profiter pleinement de leur potentiel en raison du court terme de l'engagement.

- 3) **Les médias dans les communautés mal desservies ont une capacité limitée à former des journalistes.** Les jeunes journalistes qui souhaitent exercer leur métier dans ces régions sont généralement à leurs débuts professionnels et ont besoin d'une formation complémentaire. Or, certaines entités médiatiques ne disposent pas des ressources nécessaires pour leur fournir cette expérience pratique additionnelle.
- 4) **L'exigence de l'IJL en ce qui concerne l'embauche à temps plein ne tient pas compte du fait que de nombreux médias travaillent avec des journalistes autonomes.** Les participants à l'atelier ont souligné que les programmes de financement sont conçus pour les médias qui emploient des journalistes à plein temps. Cela a aussi été abordé lors de la table ronde intitulée «Qui paie pour l'information locale» du Centre de politique culturelle à DXC. En effet, le secteur dépend de plus en plus de la qualité des reportages réalisés par des journalistes pigistes. Ces journalistes ont souvent une expertise et une flexibilité remarquables pour couvrir des sujets particuliers et pour collaborer avec des médias spécialisés.

Les participants et participantes ont proposé au ministère du Patrimoine canadien de redéfinir l'objectif de l'IJL pour qu'il se concentre sur le «renforcement des communautés et de la démocratie par le journalisme». Ils ont suggéré une réforme de l'IJL en deux phases :

1. Simplifier le processus administratif à l'automne 2025;
2. Effectuer une refonte plus importante des objectifs et des critères d'admissibilité lors du renouvellement de l'initiative en 2027.

Pour la seconde phase, les participants recommandent au ministère du Patrimoine canadien de :

- Mettre l'accent sur l'importance du journalisme citoyen en incitant davantage les entités médiatiques à allouer leurs ressources financières à la couverture des sujets locaux et de la vie politique.
- Favoriser la formation des journalistes et accroître l'efficacité du programme en prolongeant la durée du financement à des cycles de trois ans.
- Permettre aux organismes de reporter à l'année suivante l'usage des fonds s'ils n'ont pas pu les utiliser en totalité, par exemple, en raison de l'absence d'un journaliste ou de difficultés de recrutement.
- Simplifier le processus de distribution des fonds en créant un portail unique pour tous les médias.
- Soutenir les très petits médias ruraux en créant un programme pour financer des journalistes qui desserviraient plusieurs organismes dans une même zone désavantagée, sous la direction d'un média plus important et avec une entente officielle entre les différentes parties.

- Travailler avec des partenaires, tels que des fondations (Fondation Inspirit, Fondation Rideau Hall, etc.), des associations et fédérations de journalistes (Fonds canadien de la radio communautaire, Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec, The Canadian Press, l'Alliance des radios communautaires du Canada, l'Association canadienne des journalistes, etc.) et des écoles de journalisme existantes pour fonder un institut de formation en journalisme communautaire. Cet institut serait accessible à tous et à toutes afin d'éliminer les obstacles à la production de reportages de qualité partout au Canada.
- Encourager le financement philanthropique de cet institut ou d'initiatives similaires, par exemple en demandant au gouvernement de verser une contribution équivalente à tout don provenant du secteur privé.

Ces initiatives pourraient être développées en partenariat avec un collectif de médias locaux et d'organismes de soutien, y compris ceux mentionnés ci-dessus, chacun pouvant mobiliser son propre réseau.

B. Renforcer le rôle des fondations communautaires et philanthropiques

Il a été soulevé dans la première partie de l'atelier que la vitalité d'un écosystème d'information et de nouvelles locales contribue aux objectifs des fondations communautaires. En retour, les médias locaux pourraient tirer profit d'une collaboration avec plus de 200 fondations communautaires partout au Canada, s'appuyer sur des exemples existants et accroître le soutien du secteur.

- Les participants souhaitent tisser des liens entre les fondations et les journalistes, en trouvant des intermédiaires qui pourront aider les deux parties à communiquer leur travail et leurs attentes mutuelles. Une meilleure compréhension des objectifs communs pourrait aider à accroître la volonté des fondations communautaires à investir dans les médias locaux.
- La Fondation Inspirit, en collaboration avec d'autres fondations, lance un Fonds commun national pour le journalisme indépendant (titre provisoire), le premier du genre. Celui-ci servira à soutenir un écosystème journalistique indépendant plus dynamique. Au Canada, la majorité du mécénat pour le journalisme provient de fondations individuelles, souvent sous la forme de financements de projets. Ce fonds adopte un modèle collaboratif basé sur une vision commune qui privilégie le financement pluriannuel et le renforcement des capacités opérationnelles. Avec un objectif initial de 5 à 8 millions de dollars sur cinq ans, le fonds a dépassé les 3 millions de dollars d'engagements confirmés de quatre fondations en avril 2025 et sera annoncé publiquement plus tard cette année. Inspirit assurera la gestion du fonds lors de sa phase de lancement, avec le but de le transformer en une organisation intermédiaire de journalisme. Cette initiative s'inspire et s'engage dans un dialogue

actif avec des fonds communs du monde entier qui harmonisent les efforts philanthropiques pour consolider les médias indépendants.

- En général, les fondations impliquées dans le secteur peuvent créer des ponts et agir comme de puissants accélérateurs de croissance. La Fondation Inspirit et les Fondations communautaires du Canada (FCC) ont discuté du rôle essentiel que jouent les fondations locales dans le soutien du journalisme indépendant. Cette conversation a débuté lors de l'atelier, mais elle s'est poursuivie depuis, puisque les FCC offrent régulièrement des programmes partout au Canada.

Les conversations sur l'impact des fondations communautaires dans le financement du journalisme local sont toujours en cours. Les participants ont convenu de continuer leurs échanges lors de la conférence des FCC, Illuminer 2025, qui se déroulera à Halifax en mai 2025.

C. Coordonner et investir dans la recherche, la collecte et l'analyse de données

- Pendant l'atelier, les participants ont discuté de la manière d'organiser la collecte de données et les activités de recherche. La création d'un Laboratoire canadien de données sur la recherche en journalisme a été proposée. Celui-ci aurait pour but de déceler les failles critiques du journalisme local et de son financement, puis d'élaborer des solutions pour y remédier.

Ce laboratoire de recherche pourrait s'appuyer sur les données amassées par le Local News Research Project, ainsi que sur des échanges avec le CCJ et Village Media. Il serait judicieux d'analyser les données déjà disponibles et d'identifier celles qui seraient nécessaires pour renforcer de manière significative l'écosystème journalistique canadien, en incluant les parties qui le soutiennent et celles qui le composent.

Les données recueillies devraient inclure les bénéficiaires du financement, les montants reçus, la localisation des déserts médiatiques, la démographie des journalistes, la viabilité financière des médias d'information, le lien entre ces facteurs et l'accès au statut d'OJE, etc. Les données recueillies devraient être les mêmes d'une année à l'autre pour mieux permettre les comparaisons.

Les médias pourraient être intéressés par des données relatives aux facteurs de pérennité d'une organisation et d'impact d'une publication. De leur côté, les fondations pourraient vouloir obtenir des données transparentes sur les finances et la portée des médias à but non lucratif. Les chercheurs et chercheuses s'intéresseront probablement aux données sur la qualité de la couverture médiatique des communautés, et les décideurs politiques bénéficieraient de cette recherche pour éclairer leurs décisions politiques en faveur du

journalisme. Ces données pourraient également servir à créer des modules de formation inspirés des travaux du Poynter Institute aux États-Unis.

Le Laboratoire de recherche sur le journalisme pourrait être hébergé dans une université et soutenu par des partenaires. Il nécessiterait un financement externe, potentiellement une combinaison de financements publics et privés; un financement du CRSH pourrait être envisagé. Un financement participatif et un petit noyau de mécènes fondateurs pourraient aider à son lancement. Selon le groupe, il faudrait environ dix ans avant que le laboratoire soit pleinement établi.

D. Améliorer l'usage des crédits d'impôt et d'autres outils fiscaux

Les crédits d'impôt et les outils conçus pour appuyer le journalisme local, tels que la désignation fédérale d'OJCQ ou d'OJE, pourraient être bonifiés afin d'en augmenter l'efficacité et de générer un appui supplémentaire pour les médias d'information.

- Les participants à la conversation suggèrent d'affecter la toute récente taxe fédérale sur les services numériques (TSN) à la création d'un fonds de souveraineté numérique. Cette taxe est prélevée auprès des grandes entreprises internationales et nationales générant des revenus grâce à leurs activités en ligne au Canada, et le nouveau fonds qui pourrait en résulter permettrait ainsi aux médias canadiens de s'affranchir des géants technologiques américains. Les 800 millions de dollars que le ministère des Finances prévoit percevoir chaque année (source : projet de Loi C-59) pourraient stimuler l'innovation au sein des petits et grands organes de presse, non pas pour créer une source centralisée d'information au Canada mais pour favoriser une approche plus décentralisée du journalisme.

Une coalition ad hoc composée de médias locaux, de citoyens et citoyennes, de syndicats, d'incubateurs, d'organisations municipales, des Amis des médias canadiens, etc., pourrait proposer un fonds pour la souveraineté numérique au gouvernement fédéral. Le Forum des politiques publiques et d'autres organismes pourraient éventuellement parrainer cette initiative.

La transition gouvernementale suivant les élections fédérales d'avril 2025 pourrait constituer un moment stratégique pour préparer et formuler une telle proposition.

La prochaine étape consiste à rédiger collectivement un document d'orientation plus complet, assorti de recommandations plus précises.

Les participants ont aussi discuté des idées suivantes :

- Supprimer les failles fiscales qui avantagent les géants technologiques américains au détriment des médias numériques canadiens. Par exemple, l'application des articles 19 et 19.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu à l'Internet et aux médias numériques limiterait la déduction des dépenses d'entreprise à la publicité diffusée dans les médias numériques canadiens plutôt que dans les médias étrangers, comme c'est déjà le cas pour la presse écrite canadienne. Le rapport «Le miroir éclaté» du FPP indique que cela pourrait générer «un flux de revenus de 300 à 400 millions de dollars par an». Ce montant pourrait servir à financer «un fonds de réinvestissement dans le journalisme et l'innovation en information numérique».
- Émettre des crédits d'impôt pour la publicité des entreprises locales dans les médias locaux.
- Élargir les critères d'admissibilité au statut d'OJQC afin de permettre aux petites salles de presse d'avoir un meilleur accès au crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique canadienne et au crédit d'impôt pour les abonnements aux nouvelles numériques.
- Supprimer la déductibilité des subventions et d'autres formes d'aide aux fins des crédits d'impôt. Dans le calcul des dépenses admissibles au crédit d'impôt pour la main d'œuvre journalistique canadienne, les montants considérés comme une aide à l'égard d'un employé de salle de presse (p. ex., subvention, prêt-subvention, crédits d'impôt provinciaux, allocation ou toute autre forme d'incitatif) réduisent le montant des dépenses admissibles. Les organisations de presse qui reçoivent plusieurs formes de financement autres que le soutien fédéral (y compris le mécénat, comme elles sont encouragées à le faire) peuvent donc voir leur demande de crédits d'impôt pénalisée.

III. Conclusions

Tout au long de l'atelier, les leaders en information, les bailleurs de fonds, les chercheuses et chercheurs, les mécènes et les journalistes ont identifié les actions prioritaires suivantes :

- 1) S'entretenir avec les élus et dialoguer avec Patrimoine canadien en cette période de transition gouvernementale, en faveur de changements bénéfiques pour les médias canadiens indépendants, notamment :
 - a) Des réformes fiscales telles qu'un fonds pour la souveraineté numérique soutenu par la TSN, l'application des articles 19 et 19.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu à l'Internet, la non-déductibilité des subventions pour les crédits d'impôt et des crédits d'impôt supplémentaires pour la recherche et l'innovation dans le domaine du journalisme.
 - b) La mise à jour des critères de l'OJQC et des programmes de subvention afin de mieux tenir compte des journalistes pigistes et des jeunes médias numériques indépendants.

- c) Une proposition de modification de l'IJL, élaborée conjointement par les journalistes et les associations médiatiques, permettra un engagement à long terme des médias locaux et une meilleure formation des journalistes.
 - d) La création d'un Accélérateur national d'innovation journalistique canadien développé et financé par un partenariat public-privé.
- 2) Explorer et accroître le rôle des fondations communautaires et philanthropiques dans le financement du journalisme local :
- a) Générer un engouement et des partenariats autour du nouveau Fonds commun pour le journalisme indépendant d'Inspirit (titre provisoire) afin d'assurer son déploiement au cours des prochaines années et sa transition éventuelle vers une organisation journalistique intermédiaire.
 - b) Poursuivre les échanges fructueux, notamment entre la Fondation Inspirit et les Fondations communautaires du Canada.
 - c) Continuer la discussion sur le rôle des fondations communautaires lors de la conférence Illuminer 2025 des FCC, qui se tiendra à Halifax à la fin de mai 2025.
- 3) Rassembler des commanditaires et des alliés pour orchestrer la recherche sur la production et le financement du journalisme, en s'appuyant sur l'expérience et les données du *Local News Research Project* et du CCJ.

Dans les prochains mois, le Centre de politique culturelle de l'ÉUADO prévoira des appels de suivi sur chacun des quatre domaines abordés avec les participants afin d'approfondir la discussion. Le Centre élaborera une fiche d'orientation politique détaillant chacun des quatre domaines politiques concernés, qu'il publiera à l'automne 2025.

Le Centre de politique culturelle continuera de travailler avec des partenaires pour organiser d'autres conversations comme celles-ci. Ces discussions permettent aux spécialistes de différentes disciplines de se réunir et servent à mobiliser les connaissances et les données du Centre afin d'éclairer la prise de décision.

Annexe A :

Liste des participants (en ordre alphabétique selon le nom de famille)

Louis Béland, Alliance des radios communautaires du Canada, Directeur général
JP Bervoets, Fondations communautaires du Canada, Chef de la stratégie
Marla Boltman, Les AMIS, Directrice générale
Jessica Botelho-Urbanski, Université Concordia, Assistante de recherche
Gabrielle Brassard-Lecours, Pivotal Québec, Présidente et cofondatrice
Pietro Cimino, Patrimoine canadien, Conseiller principal à la direction des communications, régulations et politiques législatives, direction générale des politiques-cadres du marché
Jill Clarke, Fondation Rideau Hall, Responsable principale des communications et des médias
Flavian Delima, Spinning Forward, Fondateur
Claire DeVeale-Blane, Toronto Community Foundation, Vice-présidente des communications et de l'engagement
Joseph Fantauzzi, Centre de politique culturelle, Assistant de recherche
Eden Fineday, IndigiNews, Éditeur
Liz Forsberg, Fondation Trillium de l'Ontario, Chef des Investissements en partenariat
Alex Freedman, Fonds canadien de la radio communautaire, Directeur général
Robert Gehl, York University, Professeur agrégé
Clara Godbillon-Vasseur, Centre de politique culturelle, Conseillère en politique
Matthew Gray, Torstar, Conseiller principal, politiques et partenariats médiatiques
Sarah Gustavas Lim, Lion Publishers, Directrice des adhésions
Ana Sofia Hibon, Fondation Inspirit, Gestionnaire de programme
Amélie Hinse, Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec, Directrice générale
Brent Jolly, Association canadienne des journalistes, Président
Malcolm Kirk, Canadian Press, Président
Miriam Kramer, ÉUADO, Directrice générale
Pierre-Marc Lauzon, Patrimoine canadien, Directeur, Politique et programmes de la musique
Chris Lee, Fondation Inspirit, Directeur de la programmation
Niamh Leonard, Fondation Euphrosine, Directrice générale
Anita Li, The Green Line, Editrice et directrice générale
April Lindgren, Toronto Metropolitan University, Professeure
Brian Loevner, BLVE Consults, Fondateur et directeur général
Allison MacLachlan, Fondation Rideau Hall, Directrice, relations externes et mobilisation du public
Paul MacNeil, Island Press Limited, Éditeur
Matthew Mendelson, Social Capital Partners, Directeur général
Erin Millar, Indiegaf, Cofondatrice et directrice générale
Cal Millar, Channel Zero, Président et chef des opérations
Erica Ngao, Indiegaf, Gestionnaire d'impact
Dru Oja Jay, CUTV | The Breach, Directeur général | Éditeur
Patti Pon, Centre de politique culturelle, Chargée de recherche en politique
Brandi Schier, Discourse Community Publishing, Directrice générale
Sarah Spring, L'Association des documentaristes du Canada, Directrice générale
Melanie Thomas, Fondations communautaires du Canada, Vice-présidente
Alison Uncles, Forum de politiques publiques, Vice-présidente, médias et communications
Amy Van Es, Indiegaf, Directrice des opérations client
Kelly Wilhelm, Centre de politique culturelle, Cheffe
Jillian Witt, The Philanthropist, Responsable des communications et de l'engagement
Sadiah Zaman, Fondation Inspirit, Directrice générale

Annexe B : Lectures connexes (des plus récentes aux plus anciennes)

Local News Map Data Reports

Local News Research Project

Le 3 avril 2025

La carte des nouvelles locales est une ressource participative qui suit l'actualité des journaux, des diffuseurs audiovisuels et des sources d'information en ligne partout au pays. Elle présente des informations sur l'inauguration et la fermeture d'organismes médiatiques locaux, ainsi que sur les augmentations et les réductions de services depuis 2008. Cette année marque le début d'une profonde récession et un tournant pour de nombreux organismes. Les données cartographiques sont téléchargées et analysées tous les deux mois, puis publiées sous forme de rapports. La version la plus récente, datée du 1er avril 2025, est maintenant accessible.

News deprivation: Canadian communities starving for local news

Centre canadien de politiques alternatives

Le 20 mars 2025

Ce rapport s'appuie sur un ensemble de données provenant de 2900 médias locaux au Canada, et suit leur évolution depuis 2008. Il démontre notamment que 11 % des médias imprimés ont fermé leurs portes depuis 2014. Il souligne aussi que 2,5 millions de personnes n'ont pratiquement pas accès à des nouvelles locales, comme c'est le cas à Terre-Neuve-et-Labrador et dans les banlieues des grandes villes. Pour éviter que ce vide soit comblé par de la désinformation provenant de sources moins crédibles, et pour assurer un service de nouvelles locales équitable, exhaustif et transparent dans toutes les collectivités, le Centre réclame une politique officielle et une stratégie de mise en œuvre au sein de CBC/Radio-Canada.

How the "localness" of local news strengthens communities

The Philanthropist Journal

Le 3 mars 2025

Les médias locaux tentent de mieux communiquer avec leurs bailleurs de fonds et de les aider à comprendre leur travail et leurs besoins. Les journalistes, quant à eux, expliquent le rôle essentiel des médias locaux indépendants pour favoriser la confiance, le dialogue et un engagement éclairé au sein des communautés canadiennes. Ils sont confrontés aux mêmes défis, comme la pénurie de ressources et la surexploitation des journalistes racialisés. Ils évoquent également leur enthousiasme pour l'aspect communautaire, ainsi que la nécessité d'un financement philanthropique et de méthodes innovantes pour

soutenir le journalisme régional, qui est crucial pour le bon fonctionnement de la démocratie.

Local News Is Dying. The Consequences Are Worse than You Think

The Walrus

April Lindgren, le 19 février 2025

Cet article met en évidence l'impact négatif de la disparition des médias locaux sur l'accès à des informations fiables. Il illustre ce propos par l'exemple des fausses allégations de présence d'un tueur en série dans la ville de Smiths Falls, en Ontario. L'article examine aussi comment la disparition du journalisme local impacte la couverture des affaires publiques, affaiblit le sentiment d'appartenance à la communauté, entrave les alertes en cas d'urgence de santé publique, et crée un vide souvent comblé par la désinformation sur les réseaux sociaux.

Remettre le local au cœur des médias locaux

Le Forum de politiques publiques, la Fondation Rideau Hall et la Fondation des Prix Michener

Le 4 février 2025

Ce rapport se penche sur les difficultés rencontrées par les médias locaux, alors que la fermeture de nombreux organes de presse prive les collectivités d'informations crédibles et de liens sociaux. Ces médias doivent diversifier leurs sources de financement, tirant parti des revenus publicitaires, du mécénat et de l'aide publique, tout en élargissant leur audience malgré l'interdiction des sources d'information canadiennes par Meta. Ce document présente des mesures et des recommandations politiques proposées par les responsables des publications locales.

Report : The Critical Role Support Organizations Can Play in Maturing the Local News Field

Commoner Co.

Anika Annand, le 29 janvier 2025

Alors que la critique des organisations de soutien s'accroît chez les créateurs de nouvelles, ce rapport applique le cadre de référence Strong Field au secteur de l'information locale. Il estime que ce dernier est en train de passer du stade de « réseautage » à celui de « maturation ». Pour faciliter ce processus, le rapport suggère qu'une identité commune permettrait aux organismes d'aide de collaborer avec les bailleurs de fonds et les diffuseurs d'informations. Elles pourraient ainsi mieux élaborer une vision commune, consolider les meilleures pratiques et faire connaître la valeur de l'information locale.

How public service media are reaching and reflecting Indigenous audiences

The Public Media Alliance

Octobre 2024

Ce rapport, commandé par CBC/Radio-Canada, est basé sur des entretiens avec des spécialistes de la stratégie et du contenu autochtone dans les médias de service public (MSP) canadiens et étrangers. Il met en évidence les défis actuels liés à la préservation et à la revitalisation des langues, des archives et de la propriété (y compris la souveraineté des données autochtones). Il aborde l'équilibre entre les investissements externes et la création autochtone, la pertinence du contenu pour les publics autochtones et pour atteindre de nouveaux auditoires, la collaboration et la réconciliation, ainsi que l'organisation, la place des services, des talents et de la stratégie autochtones au sein des MSP.

Financer le journalisme : guide pratique pour le soutien philanthropique aux médias canadiens

Fondation Inspirit

Le 28 mai 2024

Les médias canadiens font face à des défis qui entravent leur capacité à produire et à diffuser des reportages d'intérêt public. La perturbation des revenus traditionnels, la baisse de la confiance du public envers les médias et la montée de la désinformation exigent que ces derniers trouvent de nouveaux outils pour progresser.

Les fondations caritatives reconnaissent de plus en plus la valeur démocratique d'un journalisme de qualité, de même que le lien entre le journalisme et les enjeux sociaux, économiques et environnementaux qui leur tiennent à cœur. Le mécénat envers le journalisme peut créer de nombreuses opportunités pour les salles de nouvelles. Cela étant dit, afin qu'une synergie se crée entre la philanthropie et le journalisme, ces deux sphères d'activités doivent développer une meilleure compréhension réciproque de leurs champs respectifs.

«Financer le journalisme : Guide pratique pour le soutien philanthropique aux médias canadiens» offre des ressources concrètes aux médias canadiens qui envisagent la philanthropie comme source de financement. Ce guide s'adresse aux journalistes, aux dirigeants d'organisations médiatiques à but non lucratif et lucratif, ainsi qu'à toute personne passionnée par le journalisme.

Reinventing and rebuilding community journalism

The Philanthropist Journal

Le 20 février 2024

Cet article fait partie d'une série explorant les crises actuelles du journalisme. Il souligne l'importance de la philanthropie dans l'appui du secteur journalistique qui offre un service essentiel, ainsi que la nécessité pour les médias d'acquérir des compétences leur permettant de mieux solliciter des subventions et de négocier des contrats. L'article présente aussi des exemples d'approches novatrices adoptées par les médias autochtones et indépendants pour s'adapter et rémunérer équitablement les journalistes.

Funding Journalism, Strengthening Communities

Fondation Inspirit

2023

Ces cinq études de cas de projets journalistiques novateurs et axés sur la communauté démontrent le rôle vital du journalisme dans le soutien de communautés saines, la représentation diversifiée et la démocratie. Elles mettent également en évidence l'importance du mécénat envers les médias indépendants, qui permettent de donner la parole à des communautés sous-représentées.

Reconnecter avec les communautés : appartenance, engagement et bien-être

Fondations communautaires du Canada, Le rapport national Signes vitaux 2023

2023

Ce rapport s'appuie sur un sondage réalisé auprès des Canadiens et Canadiennes pour analyser l'évolution de la perception qu'ils ont de leur communauté. On y constate que, depuis dix ans, le sentiment d'appartenance et de cohésion sociale a diminué, ainsi que l'engagement envers la collectivité, ce qui a entraîné une baisse importante des dons aux organismes de bienfaisance. Bien que, dans l'ensemble, le sentiment de bien-être et la santé mentale des citoyens et citoyennes semblent stables, les personnes déjà vulnérabilisées ou victimes de discrimination risquent davantage de manquer de soutien.

How we know journalism is good for democracy

Medium

Le 15 septembre 2022

Cette synthèse de recherches rassemble plus de cinquante études qui soulignent les effets positifs d'un journalisme local solide sur l'engagement civique, notamment une augmentation de la participation électorale, une plus grande responsabilisation des dirigeants politiques et économiques, une diminution de la division politique et un resserrement des liens au sein de la collectivité. Cependant, les médias locaux ont historiquement porté préjudice aux groupes marginalisés, d'où la nécessité d'instaurer des pratiques journalistiques plus équitables et centrées sur la communauté.